	Gérer les achats	
	Cahier des Clauses Administratives Fournitures	Date de création Rédacteur : Version n° : V1 Date de mise à jour :

CCAP – GNVR-13-2024 – Prestations de Modernisation des installations frigorifiques (CVC) du Navire Océanographique le THALASSA : Etudes et fournitures avec en option la maintenance



Prestations de Modernisation des installations frigorifiques (CVC) du Navire Océanographique le THALASSA : Etudes et fournitures avec en option la maintenance

**ACCORD-CADRE DE FOURNITURES PASSÉ
SELON LA PROCÉDURE FORMALISÉE
en Procédure avec négociation**


(Articles R. 2124-1, R. 2124-3, R. 2161-12 à R. 2161-20, R. 2162-1 à R. 2162-6 et, R. 2162-13 à R. 2162-14)

Et suivant l'article R2124-3

Dossier :









GNVR-13-2024

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES
PARTICULIERES
(CCAP)**

	Gérer les achats	
	Cahier des Clauses Administratives Fournitures	Date de création Rédacteur : Version n° : V1 Date de mise à jour :

CCAP – GNVR-13-2024 – Prestations de Modernisation des installations frigorifiques (CVC) du Navire Océanographique le THALASSA : Etudes et fournitures avec en option la maintenance

SYNTHÈSE DU CONTRAT


	<u>Objet</u> : Prestations de Modernisation des installations frigorifiques (CVC) du Navire Océanographique le THALASSA : Etudes et fournitures avec en option la maintenance Marché public de Fournitures et de services
	<u>Acheteur</u> : GENAVIR 1625 route de Sainte Anne Centre Ifremer de Brest CS 20071 29280 Plouzané
	Accord cadre en procédure formalisée CCAG applicable au marché public : CCAG Marchés Publics Industriels (CCAG MPI) – 2021
	Genavir 1625 route de Sainte Anne Centre Ifremer de Brest 29280 Plouzané
	L'accord cadre n'est pas alloti.
	L'accord cadre est mono attributaire
	La forme des prix est définie au sein du présent document
	<u>Tranches</u> : L'accord cadre n'est pas divisé en tranches. <u>Prestations similaires</u> : Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de conclure des accords-cadres de prestations similaires en vertu de l'article R. 2122-5 du code de la commande publique.

	Gérer les achats	
	Cahier des Clauses Administratives Fournitures	Date de création Rédacteur : Version n° : V1 Date de mise à jour :

CCAP – GNVR-13-2024 – Prestations de Modernisation des installations frigorifiques (CVC) du Navire
Océanographique le THALASSA : Etudes et fournitures avec en option la maintenance

SOMMAIRE

1	OBJET DE L'ACCORD-CADRE - DISPOSITIONS GENERALES	4
1.1	OBJET DE L'ACCORD-CADRE	4
1.2	ALLOTISSEMENT	4
1.3	DECOMPOSITION EN TRANCHES.....	4
2	PIECES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD-CADRE	4
3	SOUS-TRAITANCE	4
3.1	MODALITES D'ACCEPTATION ET D'AGREMENT	5
3.2	REGIME FINANCIER.....	6
4	PRIX – REGLEMENT DES PRESTATIONS	6
4.1	REPARTITION DES PAIEMENTS	6
4.2	TYPE ET CONTENU DES PRIX	6
4.3	FORME DES PRIX	7
4.4	REGLEMENT DES COMPTES	8
4.5	PAIEMENT DES COTRAITANTS.....	9
4.6	PAIEMENT DES SOUS-TRAITANTS	9
5	CONDITIONS D'EXECUTION - PENALITES ET RETENUES	10
5.1	MODALITES DE COMMANDE	10
5.2	DELAI ET MODALITES DE LIVRAISON.....	10
5.3	DOCUMENTATION TECHNIQUE	11
5.4	PENALITES POUR RETARD.....	11
5.5	AUTRES PENALITES ET RETENUES	11
5.6	EXECUTION DE LA PRESTATION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE	11
6	CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE	11
6.1	RETENUE DE GARANTIE	11
6.2	AVANCE.....	11
7	CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS – PRESCRIPTIONS – ASSURANCES - JUSTIFICATIFS	12
7.1	CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS	12
7.2	PRESCRIPTIONS GENERALES	12
7.3	ASSURANCES	12
7.4	JUSTIFICATIFS A FOURNIR EN COURS D'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE	12
8	GARANTIE DE STABILITE DES MOYENS HUMAINS MOBILISES PAR LE TITULAIRE	14
8.1	REPRESENTATION DU TITULAIRE.....	14
8.2	CONDUITE DES PRESTATIONS PAR UNE PERSONNE NOMMEMENT DESIGNEE.....	14
9	GARANTIE	15
10	RESILIATION	15
11	DROIT ET LANGUE	15
12	DÉROGATIONS.....	15

	Gérer les achats	
	Cahier des Clauses Administratives Fournitures	Date de création Rédacteur : Version n° : V1 Date de mise à jour :

CCAP – GNVR-13-2024 – Prestations de Modernisation des installations frigorifiques (CVC) du Navire Océanographique le THALASSA : Etudes et fournitures avec en option la maintenance

1 OBJET DE L'ACCORD-CADRE - DISPOSITIONS GENERALES

1.1 Objet de l'accord-cadre

Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) concerne un accord-cadre un accord-cadre mono-attributaire s'exécutant au fur et à mesure de l'émission de bons de commande concerne des prestations de Modernisation des installations frigorifiques (CVC) du Navire Océanographique le THALASSA.

Cet accord cadre porte sur :

- Les études préparatoires à la mise en place des installations
- La fourniture de systèmes complets et redondés pour le remplacement des installations listées dans le CCTP
- La mise en service et le recettage des installations (l'installation étant à la charge du chantier prestataire de l'arrêt technique, non connu à ce jour)
- La maintenance des équipements

La description des fournitures et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

1.2 Allotissement

Sans objet.

1.3 Décomposition en tranches

Sans objet.

2 PIECES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD-CADRE

Les pièces constitutives de l'accord-cadre ainsi que leur ordre de priorité figurent à l'acte d'engagement (AE).

3 SOUS-TRAITANCE


Tous les éléments ou dispositions qui seront relatifs à la sous-traitance dans le présent accord-cadre se feront en application des articles R.2193-1 à R. 2193-16 du code de la commande publique.

Le contrat de sous-traitance permet au titulaire d'un accord-cadre de faire exécuter une partie de celui-ci par un tiers.

Si l'entreprise recourt à la sous-traitance, que ce soit dans le cadre de son offre initiale ou bien en cours d'exécution de l'accord-cadre, il est rappelé d'une part l'interdiction d'une sous-traitance totale, d'autre part que l'entreprise titulaire de l'accord-cadre demeure l'entreprise principale et donc à ce titre responsable de la totalité de l'accord-cadre.

En application de l'article L. 2193-3 du code de la commande publique, le titulaire de l'accord-cadre ne pourra pas sous-traiter les tâches suivantes, considérées comme essentielles par le pouvoir adjudicateur :

- Etudes préliminaires
- Assemblage des équipements

	Gérer les achats	
	Cahier des Clauses Administratives Fournitures	Date de création Rédacteur : Version n° : V1 Date de mise à jour :

CCAP – GNVR-13-2024 – Prestations de Modernisation des installations frigorifiques (CVC) du Navire
Océanographique le THALASSA : Etudes et fournitures avec en option la maintenance

3.1 Modalités d'acceptation et d'agrément

Les dispositions suivantes s'appliquent sans préjudice des dispositions prévues aux articles R. 2193-3 à R. 2193-9.

Le titulaire adresse l'acte spécial de sous-traitance (imprimé DC4, disponible sous <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>) dûment signé par les deux parties.

L'acte spécial précise tous les éléments de l'article R.2143-3 du code de la commande publique et indique en outre pour les sous-traitants à payer directement :

- La personne habilitée à donner les renseignements relatifs aux nantissements et cessions de créances ;
- Le comptable assignataire des paiements ;
- Le compte à créditer.

Les prestations sous-traitées devront y être détaillées.


Seront jointes au DC4 :

- Les annexes présentant les capacités techniques, financières, professionnelles du sous-traitant et l'annexe prouvant l'habilitation du signataire représentant l'entreprise sous-traitante à l'engager.
- Une déclaration du candidat (formulaire DC2, disponible sous <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>) dûment complétée.
- Un extrait Kbis ou documents justifiant de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (RCS) ou registre des métiers (RM) ou à défaut, récépissé de dépôt de déclaration auprès du centre de formalités des entreprises (CFE) pour les entreprises en cours d'inscription.
- Un Relevé d'Identité Bancaire (RIB).

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité d'exiger la communication du contrat de sous-traitance.

Le titulaire devra impérativement adresser l'acte spécial de sous-traitance 21 jours minimum avant tout début d'intervention du sous-traitant sur le chantier et à l'adresse suivante :

GENAVIR
 1625 route de Sainte Anne
 Centre Ifremer de Brest
 CS 20071
 29280 Plouzané
 avec copie de la demande à aux adresses mail suivantes :
service_achats@genavir.fr
 et
genavstn@genavir.fr

	Gérer les achats	
	Cahier des Clauses Administratives Fournitures	Date de création Rédacteur : Version n° : V1 Date de mise à jour :

CCAP – GNVR-13-2024 – Prestations de Modernisation des installations frigorifiques (CVC) du Navire Océanographique le THALASSA : Etudes et fournitures avec en option la maintenance

Le délai d'acceptation du sous-traitant par le maître d'ouvrage ne commence à courir qu'à réception d'un dossier complet.

Le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit de refuser le sous-traitant présenté par le titulaire de l'accord-cadre si les capacités techniques, économiques et financières du sous-traitant sont jugées insuffisantes.

3.2 Régime financier

Les dispositions des articles R. 2193-17 à R. 2193-22 du code de la commande publique sont applicables au présent accord-cadre.

4 PRIX – REGLEMENT DES PRESTATIONS

4.1 Répartition des paiements

En cas de groupement conjoint, le titulaire aura indiqué dans l'annexe 2 à l'acte d'engagement ce qui doit être réglé respectivement au mandataire et ses cotraitants.

4.2 Type et contenu des prix

Les prix comprennent outre les fournitures, les taxes diverses, prescriptions, garanties, sujétions et obligations du contrat et d'une façon générale tous les frais relatifs à la réalisation complète des prestations de l'accord-cadre (ex : frais de transport).

Les prix de l'accord-cadre sont hors T.V.A.

Les prestations faisant l'objet de l'accord-cadre seront réglées par application des prix unitaires, dont le libellé est donné dans le bordereau des prix unitaires, aux quantités réellement exécutées.


En cas d'offre promotionnelle du fournisseur, le montant de cette offre primera sur le bordereau des prix unitaires si elle est plus favorable au pouvoir adjudicateur.

Achats hors Bordereau des prix unitaires et devis estimatif

Le pouvoir adjudicateur pourra commander d'autres fournitures dans la ou les familles d'achats correspondantes aux prestations de l'accord-cadre, sur la base du ou des catalogues fournis par le titulaire.

Pour la facturation de ces articles, il sera fait application des prix unitaires du fournisseur en vigueur au moment de la commande, aux quantités réellement livrées, et avec application de la remise correspondante.

En cas d'offre promotionnelle du fournisseur, le montant de cette offre primera sur le bordereau des prix unitaires si elle est plus favorable au pouvoir adjudicateur.

	Gérer les achats	
	Cahier des Clauses Administratives Fournitures	Date de création Rédacteur : Version n° : V1 Date de mise à jour :

CCAP – GNVR-13-2024 – Prestations de Modernisation des installations frigorifiques (CVC) du Navire Océanographique le THALASSA : Etudes et fournitures avec en option la maintenance

4.3 Forme des prix

4.3.1 Révision des prix de l'accord-cadre

Les prix sont fermes et définitifs pour les prestations concernant la fourniture et la mise en service des équipements.

Pour la maintenance, les prix restent fermes sur la première année du contrat de maintenance. A compter de cette date, et 1 fois par an, les prix pourront être révisés par ajustement pour les pièces de rechange et suivant la formule de révision pour la main d'œuvre.

4.3.2 Mois d'établissement des prix de l'accord-cadre :

Les prix du présent accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois fixé pour la remise des offres ; ce mois est appelé "mois zéro", soit :

M_0 = Mois de remise de l'offre (offre finale pour les procédures avec négociations)

4.3.3 Modalités de révision des prix :

Pièces (prix donné sur la base d'un tarif public assorti d'une remise) :

Les prix des pièces, faisant parties du contrat de maintenance figurant dans le bordereau des prix unitaires et devis estimatif, seront révisables par ajustement sur la base du barème public en vigueur du titulaire, déduction faite des remises consenties le cas échéant.

Pour que le tarif issu d'un ajustement puisse s'appliquer, le titulaire doit, un mois avant la date de son entrée en vigueur, adresser par lettre recommandée avec accusé de réception ou déposé contre récépissé au maître d'ouvrage le nouveau barème.


Le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de 21 jours à compter de la réception des nouveaux prix pour faire connaître ses observations sur ceux-ci.

En cas d'absence d'observations du pouvoir adjudicateur dans un délai de 21 jours, les nouveaux prix s'appliquent aux bons de commande passés après l'expiration du délai précité.

En cas d'observation du pouvoir adjudicateur sur ces prix, le nouveau tarif n'entrera en vigueur qu'après accord exprès du pouvoir adjudicateur

Achats hors Bordereau des prix unitaires et devis estimatif

Les prix relatifs à ces articles seront révisables par ajustement. En conséquence les articles seront facturés sur la base du barème de référence en vigueur dans la société au moment de la commande assortis de la remise correspondante telle qu'indiquée dans l'Acte d'engagement.

	Gérer les achats	
	Cahier des Clauses Administratives Fournitures	Date de création Rédacteur : Version n° : V1 Date de mise à jour :

CCAP – GNVR-13-2024 – Prestations de Modernisation des installations frigorifiques (CVC) du Navire Océanographique le THALASSA : Etudes et fournitures avec en option la maintenance

Main d'œuvre :

Po = prix H.T., base accord-cadre, de la main d'œuvre

P = prix révisé H.T.

Indo = valeur de l'indice/index à la date d'établissement des prix

Indr = valeur du dernier indice/index connu et publié au moment de la révision

Indice/index utilisé	Formule de révision
Ind1 = ICHTrev-TS	$P = Po (0,20 + 0,80 \times (Ind1r / Ind1o))$

4.3.4 Application de la taxe à la valeur ajoutée :

Le montant des sommes à régler sera soumis au taux de T.V.A. applicable à la date du fait générateur, c'est-à-dire à la date d'exécution des prestations, quelle que soit la date à laquelle intervient le paiement correspondant.

4.4 Règlement des comptes

4.4.1 Facturation des prestations et des fournitures

Elles seront réglées par application des prix unitaires, dont le libellé est donné dans le bordereau des prix unitaires, aux quantités réellement exécutées.

Concernant les équipements indiqués dans la DPGF, les prestations seront réglées suivant l'échéancier suivant :

- 20 % à la commande
- 10 % à la remise documentaire
- 20 % à la réception dans les ateliers du titulaire des gros composants (compresseurs, condenseurs, châssis) pour démarrage de fabrication
- Le solde à la validation de l'HAT et à la mise à disposition des équipements

4.4.2 Modalités de facturation


La date de facturation en complément des éléments évoqués ci-dessus, les demandes de paiement comporteront chacune le numéro de la commande génératrice, la désignation des documents contenus dans le colis, la quantité livrée, le taux et le montant de la T.V.A.

En cas d'absence d'une de ces informations, la facture sera retournée au titulaire.

Le titulaire transmettra sa demande de paiement par courrier adressé à la SPL :

GENAVIR
1625 route de Sainte Anne
Centre Ifremer de Brest
CS 20071
29280 Plouzané

Et par mail à l'adresse mail suivante : compta@listes.genavir.fr
avec en copie à : genavstn@genavir.fr et achats@genavir.fr

	Gérer les achats	
	Cahier des Clauses Administratives Fournitures	Date de création Rédacteur : Version n° : V1 Date de mise à jour :

CCAP – GNVR-13-2024 – Prestations de Modernisation des installations frigorifiques (CVC) du Navire Océanographique le THALASSA : Etudes et fournitures avec en option la maintenance

4.4.3 Modalités de règlement

Le mode de règlement retenu est le virement avec paiement à 30 jours date de facture à la réception du projet de décompte dans les conditions prévues à l'article 4.4.2. ci-dessus.

Les intérêts moratoires seront appliqués conformément aux dispositions réglementaires en vigueur.

4.5 Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 13.1.3 du CCAG Marchés Publics Industriels (CCAG MPI).

4.6 Paiement des sous-traitants

Le paiement des sous-traitants se fera conformément aux articles R.2193-10 à R. 2193-16 du code de la commande publique.

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 € TTC, le sous-traitant, qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par le pouvoir adjudicateur est payé directement, pour la partie de l'accord-cadre dont il assure l'exécution.

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur au titulaire de l'accord-cadre, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé.


Le titulaire a 15 jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous-traitant. Cette décision est notifiée au sous-traitant et au pouvoir adjudicateur.

Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au pouvoir adjudicateur accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.

Le pouvoir adjudicateur adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.

Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement. Ce délai court à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de 15 jours mentionné plus haut si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'avis postal mentionné ci-dessus. Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également signer la demande de paiement.

	Gérer les achats	
	Cahier des Clauses Administratives Fournitures	Date de création Rédacteur : Version n° : V1 Date de mise à jour :

CCAP – GNVR-13-2024 – Prestations de Modernisation des installations frigorifiques (CVC) du Navire
Océanographique le THALASSA : Etudes et fournitures avec en option la maintenance

5 CONDITIONS D'EXECUTION - PENALITES ET RETENUES

5.1 Modalités de commande

Les fournitures sont commandées au fur et à mesure des besoins. Des bons de commande, signés par le représentant légal de Genavir ou par toute personne habilitée, sont établis à cet effet et transmis par mail ou tout moyen assurant une date certaine d'émission.

Contenu des bons de commande à minima

Le contenu des bons de commande est le suivant :

- Référence de l'accord-cadre
- Date d'émission du bon de commande
- Désignation et quantité des prestations et fournitures commandées
- Montant de la commande.

5.2 Délai et modalités de livraison

5.2.1 Délais de livraison

Le délai de livraison est indiqué dans l'acte d'engagement.

5.2.2 Conditionnement et emballage

L'emballage des fournitures devra être réalisé dans des conditions telles que tout risque de détérioration au cours des transports et des manipulations soit évité. Le titulaire devra prévoir un conditionnement spécifique pour les produits fragiles.

Dans un souci de limitation des impacts environnementaux de la prestation, le titulaire devra limiter le volume d'emballage des produits livrés et proposera dans la mesure du possible des emballages mono-matériaux, ou en carton recyclé.

5.2.3 Modalités de livraison

Avant toute livraison, le fournisseur devra en informer les personnes ou services concernés dont le n° de téléphone et fax figurera sur l'ordre de service ; la livraison ne pourra se faire qu'après accord sur la date et l'heure.


Les livraisons devront intervenir les jours ouvrables (du lundi au vendredi) de 9 h 00 à 12 h 00 et de 14 h 00 à 16 h 30.

Les frais de livraison devront être inclus dans les prix unitaires.

Toutes les livraisons devront comporter un **bordereau de livraison** mentionnant les quantités livrées. Ces bordereaux de livraison seront datés et signés avec le nom et cachet du service concerné par la livraison ainsi que le nom de la personne réceptionnant les articles et toute observation.

Sauf stipulations contraires, les fournitures seront livrées à :

GENAVIR
1625 Route de Sainte Anne
Centre IFREMER
29280 PLOUZANE

	Gérer les achats	
	Cahier des Clauses Administratives Fournitures	Date de création Rédacteur : Version n° : V1 Date de mise à jour :

CCAP – GNVR-13-2024 – Prestations de Modernisation des installations frigorifiques (CVC) du Navire Océanographique le THALASSA : Etudes et fournitures avec en option la maintenance

5.3 Documentation technique

Le titulaire s'engage à fournir avant à la livraison des équipements, toute la documentation (format Pdf.), rédigée en langue anglaise, nécessaire à une utilisation et un fonctionnement correct des fournitures/matériels livrés et à leur entretien courant. Il s'engage à fournir les éventuels rectificatifs sans supplément de prix.

Les documents à fournir sont indiqués à l'article 6 du CCTP.

5.4 Pénalités pour retard

Par dérogation à l'article 15.1 du CCAG Marchés Publics Industriels (CCAG MPI) – 2021, les pénalités appliquées seront les suivantes :

- Retard à la livraison des fournitures : 200 €/ jour de retard si le délai des 8 mois n'est pas respecté et 1 500 € / jour de retard à compter du 2 décembre 2025 (date de début du chantier) car tout retard à ce stade devient grandement préjudiciable à Genavir
- Retard à la remise de la documentation technique pour le montage des fournitures : 1 500 € / jour de retard
- Retard du prestataire lors de la mise en route et le recettage : 1 500 € / jour de retard

Les samedis, les dimanches et les jours fériés ou chômés ne sont pas déduits pour le calcul des pénalités.

Par dérogation à l'article 15.2 du CCAG Marchés Publics Industriels (CCAG MPI) – 2021, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 300 H.T. pour l'ensemble de l'accord-cadre.

5.5 Autres pénalités et retenues

Pour toute absence à une réunion ou visite à laquelle le titulaire aura été dûment convoqué par la personne publique, une pénalité forfaitaire d'un montant de 100 € net sera appliquée. La convocation pourra être faite par courriel ou ordre de service.

5.6 Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire

Le pouvoir adjudicateur pourra faire procéder à l'exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire, dans les conditions prévues à l'article 48 du CCAG Marchés Publics Industriels (CCAG MPI) – 2021.


6 CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE

6.1 Retenue de garantie

Sans objet.

6.2 Avance

Sous réserve d'accord exprès dans l'acte d'engagement, une avance est accordée au titulaire. Le montant de l'avance est fixé à 15 % d'une somme égale à douze fois le montant minimum divisé par la durée de l'accord-cadre exprimée en mois.

	Gérer les achats	
	Cahier des Clauses Administratives Fournitures	Date de création Rédacteur : Version n° : V1 Date de mise à jour :

CCAP – GNVR-13-2024 – Prestations de Modernisation des installations frigorifiques (CVC) du Navire Océanographique le THALASSA : Etudes et fournitures avec en option la maintenance

Le remboursement de l'avance sera effectué par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, il commencera lorsque le montant des prestations exécutées au titre de l'accord-cadre, atteint ou dépasse 65 % du montant minimum de l'accord-cadre.

Le remboursement doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80 %.

Le versement de l'avance au titulaire est conditionné par la constitution d'une garantie à première demande à hauteur de celle-ci.

7 CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS – PRESCRIPTIONS – ASSURANCES - JUSTIFICATIFS

7.1 Constatation de l'exécution des prestations

La constatation de l'exécution des prestations se fera conformément aux dispositions des articles 32 et 33 du CCAG Marchés Industriels (CCAG MI) – 2021.

Les équipements, une fois assemblés, pourront faire l'objet d'une réception partielle de la part de Genavir, lors du passage au banc, dans l'atelier de fabrication.

La livraison sera effective et conforme lorsque les bordereaux de livraison et de transport auront été visés et signés. Une attention particulière devra être apportée par le titulaire sur la qualité de livraison des équipements.

Toutes fournitures ou matériels défectueux (mauvais conditionnement, dégradations), périmés ou ne correspondant pas à la commande seront réexpédiés au fournisseur et remplacés par ce dernier à ses frais exclusifs sans que celui-ci ne puisse prétendre à aucun recours. Les fournitures de remplacement devront être livrées dans le même délai que le délai prévu initialement.

7.2 Prescriptions générales

Toutes les prestations devront respecter et appliquer les normes et prescriptions françaises et européennes en vigueur et plus particulièrement les normes applicables en matière de santé des personnes et d'environnement.

7.3 Assurances

Le titulaire ainsi que les cotraitants désignés dans l'accord-cadre doivent justifier qu'ils sont titulaires d'une assurance garantissant les tiers y compris Genavir, en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations, au moyen d'attestation mentionnant l'étendue de cette garantie.


Le titulaire s'engage à fournir les attestations actualisées si nécessaire.

7.4 Justificatifs à fournir en cours d'exécution de l'accord-cadre

Conformément aux dispositions en vigueur du Code du travail, le titulaire devra fournir tous les 6 mois, jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord-cadre :

Pour le titulaire ou membre du groupement titulaire établi en France

- Dans tous les cas :

	Gérer les achats	
	Cahier des Clauses Administratives Fournitures	Date de création Rédacteur : Version n° : V1 Date de mise à jour :

CCAP – GNVR-13-2024 – Prestations de Modernisation des installations frigorifiques (CVC) du Navire Océanographique le THALASSA : Etudes et fournitures avec en option la maintenance

- Une attestation de vigilance : attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du code de la sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de 6 mois (article D 8222 5 1° du code du travail) ;

Vous pouvez utiliser le service en ligne « [Mon URSSAF](#) » pour générer ce document.

- **Dans le cas où** l'immatriculation de l'entreprise au Registre du Commerce et des Sociétés (RCS) ou au Répertoire des Métiers (RM) est obligatoire, ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, **l'un des documents suivants** (article D 8222-5-2° du code du travail) :


- Un extrait de l'inscription au RCS (K ou K-bis), délivré par les services du greffe du tribunal de commerce et datant de moins de 3 mois.
- Une carte d'identification justifiant de l'inscription au RM.
- Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au RCS ou au RM ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente.
- Un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

- **Dans le cas où** il n'est pas tenu de s'immatriculer au RCS ou au RM et n'est pas en mesure de produire un extrait K ou K-bis ou une carte d'identification justifiant de son inscription au RM, le candidat individuel ou le membre du groupement doit produire le récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises (article D 8222 -5-1°-b du code du travail).

- **Lorsque le cocontractant** emploie des salariés, une attestation sur l'honneur établie par ce cocontractant de la réalisation du travail par des salariés employés régulièrement au regard des articles L. 1221-10, L. 3243-2 et R. 3243-1.

Pour le titulaire ou membre du groupement titulaire établi ou domicilié à l'étranger

- un document mentionnant (article D 8222-7-1°-a du code du travail) son numéro individuel d'identification attribué en application de [l'article 286 ter du code général des impôts](#). Si le cocontractant n'est pas tenu d'avoir un tel numéro, un document mentionnant son identité et son adresse ou, le cas échéant, les coordonnées de son représentant fiscal ponctuel en France;
- un document attestant la régularité de sa situation sociale au regard (article D 8222-7-1°-b du code du travail) du règlement CE n° 883/2004 du 29 avril 2004 ou d'une convention internationale de sécurité sociale et, lorsque la législation du pays de domiciliation le prévoit, un document émanant de l'organisme gérant le régime social obligatoire et mentionnant que le cocontractant est à jour de ses déclarations sociales et du paiement des cotisations afférentes, ou un document équivalent ou, à défaut, une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du code de la sécurité sociale.
- un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine compétents prouvant que les obligations fiscales et sociales ont été satisfaites. Lorsqu'un certificat n'est pas délivré par le pays concerné, il peut être remplacé par une déclaration sous serment, ou dans les Etats où un tel serment n'existe pas, par

	Gérer les achats	
	Cahier des Clauses Administratives Fournitures	Date de création Rédacteur : Version n° : V1 Date de mise à jour :

CCAP – GNVR-13-2024 – Prestations de Modernisation des installations frigorifiques (CVC) du Navire Océanographique le THALASSA : Etudes et fournitures avec en option la maintenance

une déclaration solennelle faite par le candidat individuel ou le membre du groupement devant l'autorité judiciaire ou administrative compétente, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays.

- **Dans le cas où** son immatriculation à un registre professionnel dans le pays d'établissement ou de domiciliation est obligatoire, **l'un des documents suivants** (article D 8222-7-2° du code du travail) :

- un document émanant des autorités tenant le registre professionnel ou un document équivalent certifiant cette inscription ;
- un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et la nature de l'inscription au registre professionnel ;
- pour les entreprises en cours de création, un document émanant de l'autorité habilitée à recevoir l'inscription au registre professionnel et attestant de la demande d'immatriculation audit registre datant de moins de six mois.

Par ailleurs, le cas échéant, le candidat fournira les pièces demandées aux articles D8254-2 à D8254-5 du code du travail.

8 GARANTIE DE STABILITE DES MOYENS HUMAINS MOBILISES PAR LE TITULAIRE

8.1 Représentation du titulaire

Le chef de projet, nommément désigné par le titulaire dans son mémoire justificatif, ne pourra en aucun cas déléguer à un tiers de l'entreprise sa responsabilité.

Il aura délégation pour prendre toutes les décisions engageant le titulaire dans l'exécution du présent accord-cadre.

Il sera chargé, seul ou assisté, de participer à toutes les réunions de travail et de coordination où sa présence sera sollicitée, tant par le pouvoir adjudicateur que par toute autre autorité mandatée par ce dernier.


8.2 Conduite des prestations par une personne nommément désignée

Le chef de projet, nommément désigné dans le mémoire justificatif, est responsable de l'exécution des prestations de l'accord-cadre.

Dans le cas où il ne serait plus en mesure d'accomplir cette tâche, le titulaire est tenu de proposer à le pouvoir adjudicateur un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes.

Les différents membres de l'équipe, nommément désignés dans le mémoire justificatif, sont chacun responsables de l'exécution des prestations qui leur sont confiées.

Dans le cas où l'une de ces personnes ne serait plus en mesure d'accomplir cette tâche, le titulaire est tenu de proposer au pouvoir adjudicateur un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes.

	Gérer les achats	
	Cahier des Clauses Administratives Fournitures	Date de création Rédacteur : Version n° : V1 Date de mise à jour :

CCAP – GNVR-13-2024 – Prestations de Modernisation des installations frigorifiques (CVC) du Navire Océanographique le THALASSA : Etudes et fournitures avec en option la maintenance

9 GARANTIE

Par dérogation au CCAG MPI, article 33 :

- Les équipements sont garantis 12 mois.
- La garantie ne peut s'étendre au-delà de 18 mois après la mise à disposition des équipements
- La période de garantie commence à la date de mise en service des unités
- La garantie prend en compte les pièces et la main d'œuvre, avec les coûts de déplacement uniquement pour la France métropolitaine. Si un problème couvert par la garantie survient lorsque le navire est à l'étranger, les équipes de Genavir devront pouvoir effectuer les réparations d'urgence sans que la garantie n'en soit impactée.
- Le circuit de fluide frigorigène est garantie étanche après la mise en service des équipements.

10 RESILIATION

Les stipulations du CCAG Marchés Publics Industriels (CCAG MPI) – 2021, sont applicables.

En cas de résiliation pour faute du titulaire prononcée en application de l'article 44 du CCAG Marchés Publics Industriels (CCAG MPI) - 2021, le pouvoir adjudicateur pourra faire procéder par un tiers à l'exécution aux frais et risques du titulaire de la part résiliée de l'accord-cadre. Dans ce cas, la décision de résiliation le mentionnera explicitement.

11 DROIT ET LANGUE

En cas de litige, seul le Tribunal Judiciaire de Brest est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française. S'ils sont rédigés dans une autre langue, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

12 DÉROGATIONS

Le CCTP prévaut sur le CCAG Marchés Publics Industriels (CCAG MPI), en cas de contradiction ou de différence entre les pièces.

Dérogation à l'article 15.1 du CCAG Marchés Publics Industriels (CCAG MPI) – 2021 par l'article 5.5 du CCAP.

Dérogation à l'article 15.2 du CCAG Marchés Publics Industriels (CCAG MPI) par l'article 5.5 du CCAP.

Dérogation à l'article 33 du CCAG Marchés Publics Industriels (CCAG MPI) par l'article 9 du CCAP.

Fin du CCAP